



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/609

ARRETE

**N° 2 0 1 3 3 4 7 - 0 0 0 6 du 1 3 DEC. 2013 portant
mise en demeure à la COOPERATIVE AGRICOLE DE CEREALES
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du
29 mars 2004 réglementant ses installations d'ENSISHEIM**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1^{er} février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU** le décret du 8 décembre 2011, paru au J.O. du 9 décembre 2011, portant nomination de M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 9 janvier 2012,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013049-0001 du 18 février 2013 portant délégation de signature à M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- VU** préfectoral n°20112108 du 26 juillet 2011 portant autorisation d'exploiter à la COOPERATIVE AGRICOLE DE CEREALES ses installations d'Ensisheim, au titre des installations classées,
- VU** la visite de contrôle du 5 novembre 2013,
- VU** le rapport d'Inspection du 08 novembre 2013 de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 05 novembre 2013, il a été constaté que :

- de la poussière était accumulée sur les rambardes le long de la passerelle sur cellules du silo 2,
- les dates de nettoyage n'étaient pas consignées sur un registre consultable,
- les fréquences indiquées dans la procédure de nettoyage ne correspondent pas à ce qui est réellement fait sur site,

CONSIDÉRANT que de tels constats relèvent du non-respect des prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT que de telles opérations peuvent être à l'origine de la création de nuages de poussières entraînant un risque d'explosion,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La COOPÉRATIVE AGRICOLE DE CEREALES, désignée exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 10 rue Lavoisier à COLMAR(68012), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises 2 route d'Ungersheim à ENSISHEIM (68190), **à la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 reprises ci-après :

« Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

.../...

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de GUEBWILLER et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 13 DEC. 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Xavier BARROIS

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

